

*Économie et Humanisme dans le mouvement de la modernité,*  
Hugues Puel. Éd. du Cerf, Paris, 2004, 232 p.

André Chomel

Numéro 294, novembre 2004

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1022026ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1022026ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut de l'économie sociale (IES)

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chomel, A. (2004). Compte rendu de [*Économie et Humanisme dans le mouvement de la modernité*, Hugues Puel. Éd. du Cerf, Paris, 2004, 232 p.]. *Revue internationale de l'économie sociale*, (294), 91–92.  
<https://doi.org/10.7202/1022026ar>

Des actes de gestion désordonnée durant les années 80, sous la couverture ou l'impulsion des pouvoirs publics, ont fortement endetté Kydep vis-à-vis de la Banque agricole de l'Etat. Le surendettement résultait du paiement aux agriculteurs de prix de collecte supérieurs aux prix communautaires et, par conséquent, ces prix élevés laissaient un fort déficit à chaque campagne. Cette politique des prix élevés était un choix voulu par le Parti socialiste au pouvoir, qui, pour des raisons électorales, parlait d'application de « *prix d'Athènes opposés aux prix de Bruxelles* ». Cette « nationalisation » des prix a provoqué de multiples frictions avec la Commission des communautés européennes et a conduit à maintes condamnations de la Grèce par la Cour de justice des communautés européennes pour mauvaise application des principes de la Pac.

Le refus de la Banque agricole de continuer le financement de Kydep en 1992 a aussitôt conduit cette dernière, par manque de capitaux propres et de possibilité d'en trouver, à l'arrêt de ses activités, officiellement déclaré par la cour d'appel d'Athènes au mois de mai 1993. Le total des dettes échues de Kydep, pour leur quasi-totalité envers la Banque agricole, se montait à environ 407 milliards de drachmes, soit à l'équivalent de 68 milliards de francs, une somme énorme pour l'économie grecque. Bien entendu, au-delà de conséquences économiques très lourdes, les répercussions de la disparition de Kydep ont été dramatiques sur le plan social et sur celui de l'organisation de la production et de la commercialisation des produits agricoles. Faute de prise de conscience suffisante, les agriculteurs sont restés immobiles et ils ont attribué cet échec au « mauvais sort ».

On doit écrire que la faillite d'une entreprise collective, représentant les intérêts de 750 000 agriculteurs, est plus qu'un acte habituel du droit commercial – comme l'est la faillite d'une société de capitaux –, c'est une catastrophe nationale. Ses répercussions, avec l'absence d'un schéma pertinent de succession, paraissent de plus en plus graves, au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la fin du fonctionnement de Kydep. Elles se

manifestent par le déclin général de l'agriculture grecque malgré l'argent communautaire dépensé, hors structuration durable du développement et sans participation consciente et enthousiaste des intéressés, c'est-à-dire des agriculteurs.

Il est à noter que la législation coopérative désastreuse, promulguée au début des années 80, a été abrogée au cours de l'année 2000 par le même parti au pouvoir qui l'a introduite, mais les organisations coopératives disparues n'en ont pas pour autant réussi à ressusciter...

*Georges Daskalou et Serge Koulytchizky* ●

### **Economie et Humanisme dans le mouvement de la modernité**

*Hugues Puel*<sup>(2)</sup>. Ed. du Cerf, Paris, 2004, 232 p.

Economie et Humanisme : la proximité de ce sigle avec l'expression « économie sociale » attirera l'attention de bien des lecteurs de la *Recma*, nonobstant la petite question sémantique qui apparaît en cours de route...

L'entreprise EH (pour les initiés), fondée en 1942, recouvre un centre d'études socio-économiques qui publie une solide revue; fortement implanté dans la région lyonnaise, l'ensemble a pour base une association de quelques centaines de membres; son évolution témoigne d'une remarquable vitalité depuis cette soixantaine d'années; présidence assurée depuis 2003 par Denis Clerc. Hugues Puel, économiste, moraliste, rend compte de ce parcours dans le cadre d'une réflexion sur la modernité et son mouvement au cours du siècle écoulé. Le propos est plutôt celui d'un acteur – il est l'un des animateurs du groupe et de surcroît dominicain – que celui d'un historien; l'ouvrage est de ce fait tourné « *ad intra* » plutôt qu'« *ad extra* », ce que l'on regrette parfois. Mais il ne faut pas demander l'impossible...

Trois temps dans cette réflexion qui propose une vue d'ensemble dont l'ampleur déborde largement l'histoire d'Economie et Humanisme :

(2) Hugues Puel est notamment l'auteur de *L'économie au défi de l'éthique* (Cujas-Cerf, 1989) ; couronné par l'Académie des sciences morales et politiques) et de l'ouvrage *Les paradoxes de l'économie* (Bayard, 1995).

- Modernité contre chrétienté: pour faire court, feu la chrétienté...

- Modernité contre modernité: le progrès désenchanté...

- La troisième partie, « Humanisme et nouvelle modernité », est centrée sur EH et sa recherche d'une redéfinition du développement dans la perspective d'un humanisme pour notre temps. Celui-ci ne saurait aller, est-il souligné, sans une dimension spirituelle, qui peut d'ailleurs être vécue sans une référence religieuse explicite.

C'est au fil de cette réflexion et sous son bénéfice que l'auteur restitue le parcours d'EH.

Economie et Humanisme a été fondée au début des années 40 par le père Louis Joseph Lebreton, dominicain, riche alors d'une expérience auprès des pêcheurs qui a abouti à une organisation des pêches maritimes à la très longue portée.

D'une première phase d'Economie et Humanisme, placée sous le signe de la « *mystique du bien commun* », expression chère à Lebreton, on retiendra la proposition élaborée d'une économie des besoins, le recours méthodique à l'enquête participation, et aussi l'utopie communautaire. Phase féconde que cette vingtaine d'années dont on relève la trace sur plusieurs terrains: expérience des communautés de travail, brièvement évoquée; genèse du concept d'aménagement du territoire; actions de réforme de l'entreprise; transformation de l'agriculture; révolution du syndicalisme chrétien en CFDT.

A la fin des années 50, le mouvement Lebreton est au point de départ d'un tiers-mondisme prophétique contre l'idéologie du développement par la seule croissance économique.

Les années 60 se traduiront par une prise de distance de l'association vis-à-vis de sa matrice catholique; prévaudra dans le même temps « *un engagement dans la recherche et la reconnaissance par une société scientifique laïque* »; au détriment de l'utopie et du prophétisme, pensent certains, mais en définitive conditions du maintien du mouvement de pensée.

Aujourd'hui les recherches se poursuivent, moyennant contrats, sur des thèmes tels que la pauvreté, l'habitat, l'aménagement des villes, les

politiques locales, la solidarité internationale...

La « petite question sémantique » apparaît au détour d'une référence de l'auteur à Lebreton (p. 186), pour qui « économie sociale » évoquerait les formes d'action plaquant du social sur l'économique, donc à l'opposé de l'essentiel de son message actuel.

L'intérêt de la question se situe cependant au-delà de cette contestation. Ayant développé ses recherches sur les structures plutôt que sur les acteurs, EH se rattache sur ce plan à l'acception universitaire du terme polysémique d'économie sociale, héritée de la tradition walrasienne; « *socio-économie des domaines où la personnalité des acteurs, la nature des institutions et une référence morale rendent non pertinente l'explication par le marché* » (C. Vienney): socio-économie du travail, de la santé, du logement social, de l'éducation entre autres.

Aujourd'hui, c'est l'acception institutionnelle du terme, reprise de Charles Gide, *via* Henri Desroches, qui prévaut en France comme en Europe. La réflexion interne à Economie et Humanisme, évoquée par l'auteur, comme le propos en postface de Gérard Sarazin, ancien président, donnent à penser que l'approche par les acteurs dans la recherche en cours ne saura négliger cette réalité de l'économie sociale. Parallèlement, on se prend à rêver en refermant le livre à la fécondité que pourraient trouver les organisations d'économie sociale dans une plus grande proximité avec des recherches dont Economie et Humanisme est un exemple. La détection de nouveaux domaines d'intervention et d'innovation devrait en effet être aujourd'hui, pour elles, une préoccupation.

**André Chomel** ●

### **Prêtres et ouvriers, une double fidélité mise à l'épreuve (1944-1969)**

*Charles Suaud, Nathalie Viet-Depaule. Paris, Ed. Karthala, 2004, 600 p., 32 euros.*

L'histoire des prêtres-ouvriers (PO) débute durant la Seconde Guerre mondiale où, à travers des expériences difficiles, un certain nombre de prêtres